

# 1. Introduction

## 1.1 Les montagnes : une question clé à l'échelle mondiale

Les zones de montagne dans le monde recouvrent 24 % de la surface terrestre (Kapos et al., 2000) et constituent l'habitat de 12 % de la population mondiale (Huddleston et al., 2003). En outre, environ 14 % de la population mondiale vit à proximité immédiate de celles-ci (Meybeck et al., 2001). Une proportion bien plus importante de la population mondiale dépend des biens et services fournis par ces zones, en particulier l'eau, qui peut être vitale pour l'agriculture, les communautés et les industries situées à des centaines ou à des milliers de kilomètres de ces montagnes. Dans un monde de plus en plus urbanisé, les montagnes constituent des centres majeurs pour les loisirs et le tourisme ; leur attraction est souvent accrue par leur niveau de biodiversité remarquablement élevé (Messerli et Ives, 1997).

En 1992, l'importance mondiale des montagnes a été reconnue lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, qui s'est tenue à Rio de Janeiro. Le Chapitre 13 de l'« Agenda 21 », le plan d'action entériné au cours de cette réunion par les chefs d'État et de gouvernement de la plupart des pays du monde, s'intitule « Gestion des écosystèmes fragiles : Mise en valeur durable des montagnes ». L'inclusion d'un chapitre consacré aux montagnes dans ce document synthétique majeur a placé celles-ci sur un pied d'égalité par rapport à d'autres questions mondiales telles que la déforestation tropicale, les changements climatiques et la désertification. Cette reconnaissance mondiale de l'importance des montagnes a été amplifiée par la désignation de l'année 2002 comme l'Année internationale de la montagne par l'Assemblée générale des Nations unies.

Le Chapitre 13 reconnaît clairement que, même s'il est absolument nécessaire de disposer de données détaillées et précises sur les espaces de montagne afin d'élaborer des politiques informées pour les habitants et les environnements de ces régions, le niveau de connaissance reste insuffisant. La disponibilité des données est très variable selon l'échelle spatiale et temporelle. Cela est vrai pour toutes les parties du monde, bien que les niveaux d'information soient généralement plus élevés en Europe que sur d'autres continents. Ces points ont été répétés au cours de nombreuses réunions suivantes, comme la « Consultation intergouvernementale européenne sur la mise en valeur durable des montagnes » en 1996, qui a rassemblé des représentants de 21 pays européens et la Commission européenne (Backmeroff et al., 1997), et le séminaire sur « Les politiques communautaires et la montagne », organisé par la Commission européenne en octobre 2002 dans le cadre de l'AIM.

## 1.2 Les montagnes européennes et leurs ressources

Malgré sa petite taille comparée à d'autres continents, l'Europe compte de nombreuses chaînes de montagnes. On les retrouve presque dans toutes les parties du continent, et la plupart des pays européens comptent au moins quelques montagnes. Les montagnes les plus septentrionales sont celles d'Islande et de Scandinavie, les plus méridionales se situent le long des côtes méditerranéennes, dans les nombreuses îles montagneuses de la Méditerranée – des îles Baléares à Chypre – et dans la majeure partie de la Turquie. Sur le flanc occidental du continent, on trouve les

montagnes du Portugal, de l'Espagne, du Royaume-Uni et de l'Irlande. L'Oural représente l'extrémité orientale du continent et, au sud-est, le Caucase se déploie et compte parmi ses sommets le plus haut pic du continent (l'Elbrouz, 5 633 m). La chaîne la plus longue se trouve le long de la dorsale de Scandinavie, la deuxième est l'Oural et la troisième, le Caucase. Les Alpes sont peut-être les montagnes les plus célèbres et certainement les plus visitées. Leur point culminant n'est autre que le massif du Mont Blanc, qui culmine à 4 807 m et que se partagent la France, l'Italie et la Suisse. Cependant, outre celles mentionnées ci-dessus, il y a d'autres chaînes de montagne en Europe occidentale, telles que les Pyrénées et les Apennins ou encore les massifs plus anciens – et moins élevés – qui s'étendent du Massif Central, en France, aux Sudètes, à la frontière entre la République tchèque et la Pologne. L'Europe centrale et orientale dénombre également de nombreuses chaînes de montagne, dont les Carpates et les Alpes Dinariques et la chaîne des Balkans, qui couvre une grande partie des États balkaniques.

Vu qu'elles se déploient de l'Arctique à la Méditerranée et sont caractérisées par toute une gamme de climats, de l'océanique au continental, les conditions physiques des montagnes européennes sont d'une grande diversité. La localisation au sein de chaque chaîne de montagne ou massif particulier joue également un rôle, ainsi que les différents microclimats qui se déclinent en fonction de l'altitude, de la pente et de l'aspect, qui constituent l'un des nombreux facteurs à la source de la grande diversité d'écosystèmes et d'utilisations du sol. Ceux-ci sont très variés parmi les montagnes d'Europe, qui hébergent quelques communautés opulentes, profitant d'économies hautement industrialisées et/ou se basant sur le tourisme, localisées dans certaines parties d'Europe occidentale et septentrionale, mais également des régions très pauvres qui développent une économie de subsistance et qu'on retrouve particulièrement en Europe méridionale et occidentale. Il n'en reste pas moins qu'à travers toute l'Europe le paysage de montagne reflète les interactions entre les êtres humains et les systèmes biophysiques au fil des siècles, qu'on considère, par exemple, les forêts scandinaves, les pâtures des Alpes ou les pâturages asséchés de la majeure partie des Balkans. Dans une certaine mesure, les conséquences des climats extrêmes sur les moyens de subsistance et sur la qualité de la vie peuvent être contrées par des investissements en termes de transports, de moyens de communication et d'autres types d'infrastructures. Néanmoins, il faut toujours garder à l'esprit les variations quotidiennes et saisonnières du climat lorsqu'on étudie la question de l'utilisation du sol et du développement économique.

Les montagnes d'Europe sont vitales pour les populations du continent, et ce à de nombreux égards ; elles ont été décrites comme étant « la colonne vertébrale écologique sous-estimée de l'Europe » (EEA, 1999). Les politiques spécifiques nationales et de la Commission européenne se focalisant sur les zones de montagne d'Europe ont essayé de se concentrer tout d'abord sur la production agricole, qui reste un élément essentiel des économies et de l'identité culturelle de la montagne. Cependant, l'image la plus valorisante que revêtent les montagnes à l'échelle européenne est probablement celle de « tours d'eau », interceptant l'humidité présente dans les masses d'air et la stockant soit sous forme de neige, soit dans des lacs et réservoirs. Au printemps et en été, l'eau s'écoulant des rivières de montagne supplée les gros débits des basses terres, qu'on observe typiquement en automne et en hiver. Par exemple, même si seulement 11 % du bassin du Rhin se trouve dans les Alpes, ces montagnes assurent 31 % du débit annuel et, en été, lorsque l'eau est particulièrement

demandée par les agriculteurs, 50 % du débit (Mountain Agenda, 1998). Dans les zones plus arides de la Méditerranée et des Balkans en Europe, l'eau de montagne est tout aussi importante. L'eau de montagne constitue également une source d'énergie hydroélectrique pour de nombreuses régions d'Europe. Dans les Alpes, un grand nombre de sites se sont déjà implantés et produisent l'électricité, qui est utilisée non seulement dans les pays alpins, mais qui est également exportée au-delà du réseau européen. Dans d'autres régions de montagne, de nombreux sites ont été mis au point pour l'installation de groupes hydrauliques, mais un grand nombre de sites potentiels demandent encore à être exploités. Cependant, bien que les coûts économiques de production puissent être relativement faibles, les coûts environnementaux sont souvent très élevés. Parmi les conséquences répertoriées on peut citer les effets sur les quantités de sédiments charriés ou sur le renforcement de l'érosion ou la dégradation de la biodiversité le long des berges, ou encore des modifications du microclimat et des phénomènes d'eutrophication au sein des réservoirs.

Tant à l'échelle continentale que régionale, le second rôle clé des montagnes européennes est celui de centre de diversité. Les montagnes abritent bon nombre des centres de biodiversité du continent (Nagy et al., 2003), dont grande partie est conservée au titre de parcs nationaux, réserves naturelles et autres types de zones protégées. Les chiffres traduisent également l'ampleur et l'importance de la biodiversité en zone de montagne : deux tiers de la flore européenne se trouve principalement, voire uniquement, dans les zones de montagne (EEA, 1999), et 42 des 169 types d'habitats mentionnés dans l'Annexe 1 de la Directive habitats se retrouvent dans ces mêmes zones de montagne (Hopkins, 1998). Les raisons expliquant cette grande biodiversité englobent l'évolution et la migration au fil du temps géologique, la variété de conditions observables à différentes altitudes et en tenant compte de la situation d'adret ou d'ubac, et l'existence de nombreux micro-habitats. De plus, de nombreuses montagnes d'Europe comptent des espèces relictuelles de l'époque glaciaire – abandonnées dans le sillage des glaciers lors de leur retrait – ainsi que de nombreux habitats et espèces qui ont disparu au fil des siècles en raison des activités humaines dans les basses terres voisines. Alors que l'existence de nombreuses espèces dépend principalement de l'occurrence de facteurs biophysiques spécifiques, certains habitats montagneux tels que les alpages et les prés entretenus par la fenaison et la paissance, résultent d'activités humaines et se maintiennent grâce à l'intervention continue de l'homme. Ces habitats et espèces sont souvent menacés par le dépeuplement et par les changements d'utilisation du sol qu'on observe, particulièrement en Europe centrale et orientale, en raison de la transition vers une économie de marché. Ainsi, tant que l'agriculture et la sylviculture continuent de jouer un rôle prépondérant pour les économies locales dans la plupart des montagnes d'Europe, celles-ci constituent également les principaux biotopes pour une large proportion des grands animaux restants du continent. Certaines de leurs populations vivent là où les pressions anthropiques sur l'habitat se relâchent ; huit des 35 espèces de mammifères protégées par la Directive habitats vivent principalement, voire uniquement, dans les montagnes (Hopkins, 1998).

Comme c'est le cas dans beaucoup de régions montagneuses du monde, les formes de diversité biologique et culturelle sont étroitement liées dans les montagnes d'Europe. Les montagnes sont le foyer de nombreuses minorités ethniques, ayant leurs propres cultures, langues ou dialectes, et traditions. Cependant, cette diversité culturelle remarquable s'estompe dans de nombreuses régions en raison des influences externes

et de la décroissance démographique, et plus particulièrement celle touchant les jeunes. Ces atteintes à l'identité montagnarde affectent également les modes d'exploitation des paysages de montagne, les cultures pratiquées et la gamme d'aliments produits. Cependant, on observe une reconnaissance croissante de la valeur marchande des biens ne pouvant être produits que dans des environnements de montagne spécifiques. Ceux-ci proviennent souvent de races animales particulières ou de variétés de plantes rares, qu'elles soient cultivées ou non (ex. : herbes et champignons). La (re)découverte de la valeur économique de ces produits de montagne est le moteur d'une renaissance économique et culturelle dans de nombreuses régions de montagne. La diversité des produits de montagne est ainsi en soi un facteur important de dynamisation de ces espaces. Des approches adéquates en matière de production, de traitement et de marketing – notamment par le biais des labels de qualité et des appellations d'origine contrôlée – pourraient bien représenter un atout de plus en plus significatif pour les nombreuses communautés montagnardes dont l'économie locale dépend partiellement ou entièrement des productions agricoles ou sylvicoles. (Euromontana, 2000).

Le tourisme et les loisirs représentent le troisième atout fondamental des montagnes d'Europe aux yeux de tout le continent et même du monde entier. Certains aspects de l'héritage culturel menacé que l'on a pu décrire ci-dessus, constituent un atout pour attirer des citadins dont le cadre de vie est de plus en plus homogène. La montagne représente un lieu d'évasion, permettant aux personnes de goûter à différents styles de vies et coutumes, de profiter de paysages attrayants, qu'ils soient d'origine anthropique ou naturelle, et de se ressourcer. La montagne offre également de nombreuses opportunités de participer à une multitude d'activités sportives. Le ski alpin est sans doute l'activité qui nous vient le plus rapidement à l'esprit, mais la liste des sports de montagne est longue et variée, des randonnées pédestres ou en raquettes aux sports extrêmes tels que le kayak, la descente en eau vive et le canyoning. Tous ces sports font appel à des conditions spécifiques, que l'on ne retrouve souvent qu'en montagne et à certaines périodes de l'année. Cependant, les sports sont en vogue puis se démodent, et la saison touristique en montagne est souvent assez courte. C'est pourquoi il est essentiel pour les communautés qui investissent dans ce secteur de s'assurer également d'autres moyens de subsistance.

Malgré le rôle important que jouent les zones de montagne à l'échelle européenne pour ce qui est du tourisme, le degré de développement touristique varie fortement à chaque niveau. Au sein même d'une chaîne de montagne, une vallée peut disposer d'infrastructures pour le ski et des centres de villégiature bien développés, tandis qu'une vallée voisine disposera d'infrastructures très limitées, voire inexistantes. Même dans les Alpes, pôle touristique d'importance mondiale accueillant quelque 100 millions de visiteurs chaque année, seules 10 % des municipalités profitent d'une infrastructure touristique d'envergure et mono-structurée. À l'inverse, le tourisme est inexistant dans 40 % des municipalités (Bätzing et al., 1996). Cependant, il est de plus en plus largement admis que la valeur du paysage de montagne pour le tourisme ne dépend pas uniquement des aménagements spécifiquement liés au tourisme, mais également de la qualité du paysage de montagne, qui est assurée par une grande variété d'occupations du sol. C'est pourquoi, dans certaines régions des Alpes, les communes dont le tourisme constitue la principale activité ont commencé à encourager la préservation du paysage dans les espaces voisins ne disposant pas d'infrastructures touristiques.

La quatrième rôle clé que remplissent les régions de montagne d'Europe est lié à leur sensibilité aux changements environnementaux (Cebon et al., 1998 ; Steininger et Weck-Hanemann, 2002). L'importance des gradients climatiques et écologiques dans les zones de montagne implique que de faibles changements climatiques à l'échelle mondiale peuvent y entraîner des changements majeurs dans les conditions environnementales locales. Il est fort probable que ceux-ci auront des répercussions considérables sur l'agriculture et la sylviculture. Cela signifie également que les géosystèmes et les écosystèmes de montagne ont un potentiel certain en tant qu'indicateurs des changements climatiques. A contrario, la sensibilité aux changements climatiques peut également mettre à mal la capacité à protéger les espaces bâtis et les infrastructures (plus particulièrement les routes et les voies ferrées) de catastrophes naturelles telles que les inondations, les glissements de terrain et les avalanches. L'augmentation probable de la fréquence des événements climatiques extrêmes signifie que ces catastrophes naturelles vont, de même que les feux de forêts et de broussailles (ex. : le maquis méditerranéen), sans doute devenir de plus en plus courantes. Mais cela implique également qu'il va être de plus en plus difficile de contrer ces catastrophes naturelles, qui sont toutes susceptibles d'avoir des impacts graves en aval. Le seuil de températures au-delà duquel les précipitations tombent sous forme de pluie, et non de neige, a une importance critique. L'augmentation des températures, et la transformation consécutive de précipitations neigeuses en pluies, va avoir une influence sensible sur le ruissellement et le stockage de l'eau en altitude. Ces modifications affecteront tant les montagnes que les régions situées en aval. Plus particulièrement, le tourisme hivernal fondé sur le ski pourrait devenir non rentable en moyenne montagne, engendrant ainsi des pertes économiques et une pression accrue sur les stations situées à de plus hautes altitudes. En aval, les inondations et les sécheresses pourraient également se faire de plus en plus fréquentes. Une preuve importante du changement climatique nous a déjà été fournie par la fonte des glaciers de la plupart des régions d'Europe et par l'apparition de végétaux nouveaux sur de nombreux sommets des Alpes.

Il est relativement aisé de faire des observations générales par rapport aux divers aspects de l'importance des montagnes d'Europe telles que l'eau, les diversités biologique et culturelle, le tourisme et les loisirs, la sensibilité aux changements climatiques. Néanmoins, il est important de noter qu'on observe, de manière générale, une carence de données pour l'ensemble du continent (voire même pour l'Europe des 15) qui soient collectées à une échelle appropriée pour permettre de mettre au point des politiques et d'évaluer leur impact (EEA, 1999). Des données de haute qualité sont disponibles aux échelles nationales et supranationales pour de nombreux sujets spécifiques. Cependant, même lorsque de telles données sont disponibles pour un certain nombre de pays, les comparaisons transnationales ou européennes sont difficiles, en raison de différences en termes de définition, de méthodologie, de dates de collecte et de méthodes d'analyse. Enfin, la multitude d'approches nationales en matière de définition et de délimitation des montagnes constitue un défi supplémentaire, d'importance fondamentale : le Chapitre 3 de ce rapport cherche à y remédier.

### 1.3 Les montagnes dans le contexte de la cohésion et de l'élargissement

Dans le cadre de son travail sur la cohésion sociale et économique, la Commission européenne a reconnu l'existence de régions dont les handicaps naturels permanents limitaient les capacités de développement dans des domaines spécifiques. Les trois types de régions ainsi définies sont les zones de montagne, les territoires à faible densité de population et les territoires insulaires. Il faut reconnaître que de nombreuses zones de montagne se situent sur des îles et/ou présentent une faible densité de population. Le Deuxième rapport sur la cohésion économique et sociale (Commission européenne, 2001) souligne que « Les zones de montagne représentent des obstacles géographiques. [...] Si certaines zones de montagne sont économiquement viables et intégrées au reste de l'Union, la plupart font face à des problèmes, comme l'atteste le fait que plus de 95 % des zones de montagne (en termes de superficie) sont éligibles aux objectifs 1 ou 2 des Fonds structurels. »

Quels sont ici les facteurs déterminants ? Deux thématiques sont importantes. Le premier aspect est, bien sûr, l'impact de la topographie et du climat. L'activité économique est réduite aux endroits où le terrain est particulièrement accidenté et où les pentes sont escarpées. Les hautes altitudes impliquent des températures plus basses et une saison végétative écourtée. Les personnes vivent dans les vallées, et les trajets entre les vallées voisines sont souvent difficiles : il est souvent plus facile de descendre vers une des vallées principales ou dans une plaine que de passer directement d'une vallée à une autre. En général, l'accès peut être fortement limité, même si les distances à vol d'oiseau sont relativement courtes. Le second point est que de nombreuses régions de montagne font partie de périphéries nationales. Leur population y est clairsemée et l'accessibilité des marchés nationaux et européens est faible. Les montagnes constituent souvent des frontières nationales et régionales. Traditionnellement, la région frontalière se situe là où les routes s'arrêtent. Autrement dit, les montagnes sont généralement situées aux confins des systèmes économiques, et souvent politiques, nationaux.

Pour ce qui est de l'élargissement, tous les pays adhérents, ainsi que la Bulgarie et la Roumanie, comptent des montagnes, à l'exception des États baltes et de Malte. L'économie de ces régions est généralement fondée sur l'agriculture et la sylviculture ; le niveau de développement est par ailleurs sensiblement plus bas que dans les États membres actuels. Les industries minières et les manufacturières traditionnelles sont généralement en déclin et risquent, dans de nombreux cas, de disparaître totalement d'ici l'adhésion. Les infrastructures de transport sont souvent insuffisamment développées ; ces régions sont des exemples types de périphéries défavorisées tant en termes d'accessibilité que de développement économique. Ces caractéristiques ont des répercussions notables sur de nombreuses politiques au sein de l'Union européenne, notamment sur la PAC et sur la politique des transports, mais également sur les politiques régionales, des entreprises et de concurrence.

À l'heure où l'Europe s'élargit et devient de plus en plus complexe, les futures politiques qui devront être mises en œuvre dans les zones de montagne doivent se baser sur une compréhension approfondie de la situation sociale, économique et environnementale actuelle, d'une part, et de l'efficacité des politiques passées et présentes affectant directement ou indirectement ces zones, d'autres part. Il y a eu de

nombreuses déclarations d'intention générales par rapport à ces sujets ; toutefois, il est fondamental de pouvoir disposer de données statistiques adéquates permettant, de comparer les situations que connaissent les zones de montagnes aux références nationales et européennes, d'une part, et d'établir des termes de comparaison pour l'évaluation des politiques à venir, d'autre part.

#### **1.4 Objectifs de l'étude**

Le but de cette étude est de fournir une analyse approfondie des zones de montagne de l'Union européenne, des pays adhérents, de la Bulgarie et de la Roumanie, ainsi que de la Norvège et de la Suisse.

L'étude poursuit trois ensembles d'objectifs complémentaires :

- 1) établir une délimitation commune des zones de montagne de l'Union européenne, des pays adhérents, de la Bulgarie et de la Roumanie, ainsi que de la Norvège et de la Suisse.
- 2) compiler les informations statistiques et géographiques nécessaires à la description et à l'analyse de la situation dans ces zones de montagne (y compris en fonction des références nationales et européennes), de développer une typologie de ces zones et de créer une base de données sur laquelle pourront se baser les analyses et les politiques futures.
- 3) d'analyser les mesures et les politiques mises en place dans les États membres, dans les pays adhérents et dans d'autres pays européens concernés, ainsi que dans l'Union européenne en ce qui concerne les zones montagneuses, d'évaluer les impacts de ces mesures et de ces politiques et de développer des propositions d'ajustement visant à les adapter au mieux à la situation des zones de montagne, à leurs besoins et à leurs opportunités.

#### **1.5 Organisation de l'étude**

L'étude a été menée à l'initiative de la Direction générale du Développement régional (DG Regio) de la Commission européenne. Un consortium international, dirigé par Nordregio, a remporté l'appel d'offre en août 2002.

Le projet initié par la DG Regio couvre les 15 États membres de l'Union européenne et les 10 pays adhérents, ainsi que la Roumanie et la Bulgarie. Trois pays montagneux (Islande, Norvège et Suisse) ont été invités à participer à leurs propres frais. La Norvège et la Suisse ont accepté l'invitation. Cette étude couvre donc 29 pays au total.

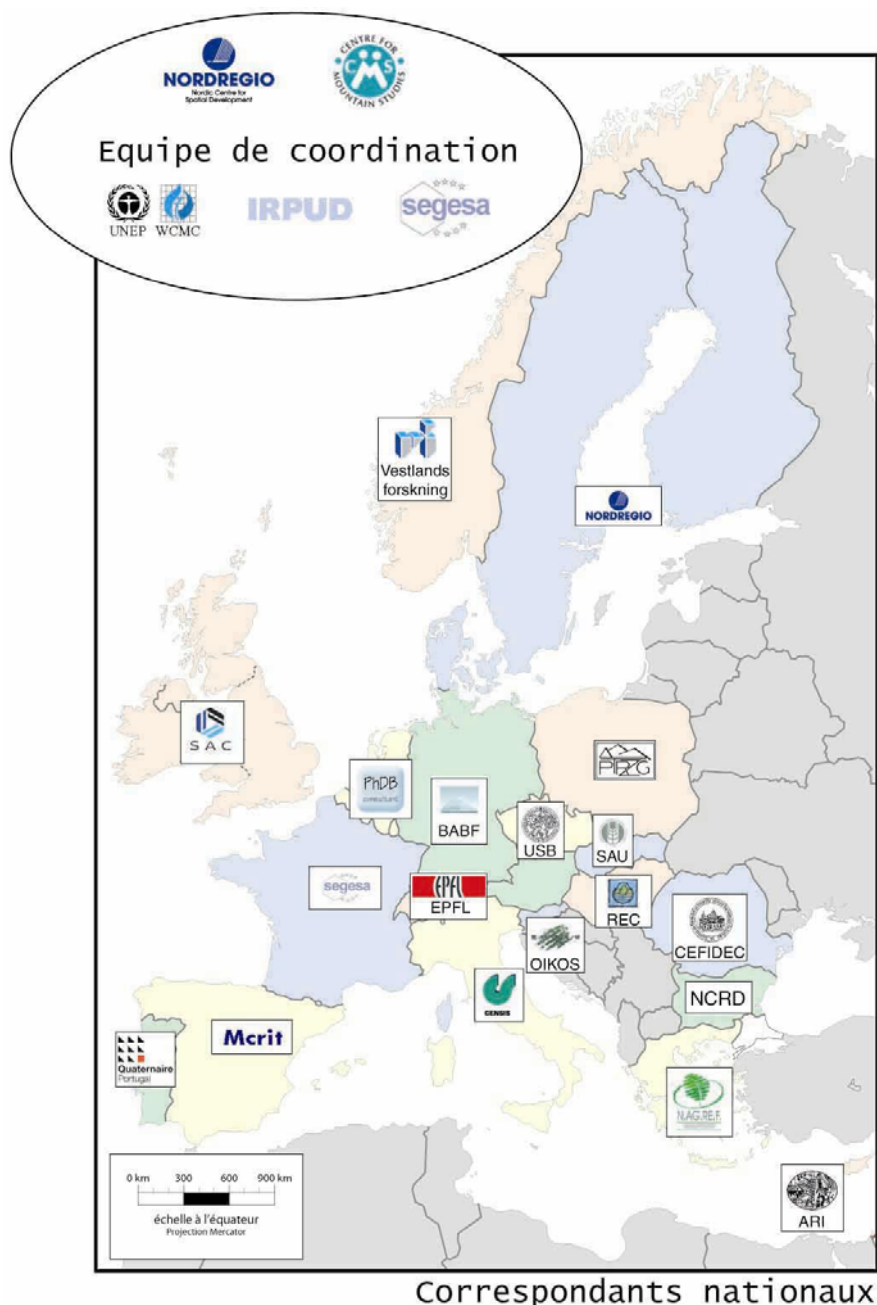
Le consortium comporte 22 partenaires : l'équipe de coordination, composée de 5 partenaires ayant des responsabilités thématiques, et 17 experts nationaux supplémentaires chargés de communiquer des données et de mener des expertises dans leur pays respectif (Figure 1.1).

Les membres de l'équipe de coordination sont :

- « Nordregio, Nordic Centre for Spatial Development » (Suède), en tant que chef de file du projet et coordinateur de la collecte des données ;

- le « Center for Mountain Studies » (*Centre pour l'étude des zones de montagne*) de Perth College, UHI Millennium Institute (UK), en charge de la coordination scientifique ;
- le programme PNUE-Centre Mondial de Surveillance de la Conservation de la Nature, PNUE-WCMC (Royaume-Uni), responsable de la mise en place de critères visant à délimiter les régions de montagne ;
- l'« Institut für Raumplanung » (*Institut pour l'aménagement du territoire*), Universität Dortmund, IRPUD (Allemagne), responsable, en association avec Nordregio, de l'établissement de la base de données et de l'analyse de la situation socio-économique des zones de montagne ;
- la Société d'études géographiques, économiques et sociologiques appliquées – SEGESA (France), en charge de l'analyse de la politique en zones de montagne.

Figure 1.1. Consortium chargé du projet



Les experts nationaux jouent un rôle fondamental, les analyses exigeant une connaissance approfondie des zones de montagne et des politiques afférentes. Les experts ont fourni des informations concernant les données socio-économiques et les politiques en zones de montagnes mises en place dans chaque pays. Voici une liste des experts nationaux et de leurs responsabilités respectives :

- Bundesamt für Bergbauernfragen *Institut fédéral pour les régions défavorisées et de montagne* (BABF) (Autriche, Allemagne) ;
- Philippe de Boe Consultants (Belgique, Luxembourg, Pays-Bas) ;
- Nordregio (Danemark, Suède, Finlande, Estonie, Lettonie, Lituanie, Malte) ;
- Société d'études géographiques, économiques et sociologiques appliquées, (SEGESA) (France) ;
- Fondation Nationale de la Recherche Agronomique (NAGREF) (Grèce) ;
- Scottish Agricultural College (*Collège agronomique d'Écosse*) (SAC) (Irlande, Royaume-Uni) ;
- CENSIS (Italie) ;
- Quaternaire (Portugal) ;
- Multicriteria Consulting (MCRIT) (Espagne) ;
- National Centre for Regional Development (*Centre national pour le développement régional*) (NCRD) (Bulgarie) ;
- Agricultural Research Institute (*Institut de recherche agronomique*) (ARI) (Chypre) ;
- *Université de Bohême du Sud* (USB) (République tchèque) ;
- Regional Environmental Centre for Central and Eastern Europe (*Centre environnemental régional pour l'Europe centrale et orientale*) (REC) (Hongrie) ;
- *Société polonaise pour le développement des zones de montagne* (PTRZG) (Pologne) ;
- *Centre de Formation et d'Innovation pour le Développement des Carpates* (CEFIDEC) (Roumanie) ;
- *Université agronomique de Slovaquie* (SAU) (Slovaquie) ;
- Oikos (Slovénie) ;
- *Institut de recherche de la Norvège de l'Ouest* (Vestlandsforskning) (Norvège) ;
- École Polytechnique Fédérale de Lausanne (EPFL) (Suisse).

Durant toute la durée de ce projet, cinq réunions inter-services ont eu lieu, rassemblant les services de la Commission européenne, les représentants de la Norvège, de la Suisse, d'Euromontana et de l'Association européenne des élus de montagne (AEM).

Tous les partenaires du projet se sont rencontrés à deux reprises : lors de la réunion d'inauguration, qui s'est tenue à Bruxelles, et lors du séminaire de Stockholm, où se sont déroulés les débats sur les rapports nationaux portant sur les politiques en zones de montagne.

## **1.6 Organisation du rapport**

Le rapport comporte onze chapitres et onze annexes. Le Chapitre 2 présente les sources de données sur lesquelles se base le reste du rapport et développe les questions clés en tenant compte de leur disponibilité. Le Chapitre 3 décrit les processus visant à aboutir à la délimitation des zones de montagne européennes et en

présente les résultats. Les Chapitres 4 à 7 caractérisent les zones de montagne délimitées au Chapitre 3, en tirant profit des données quantitatives pour les échelles nationales et européennes présentées au Chapitre 2. Cette méthode de travail a nécessité la compilation et la mise en parallèle de différentes parties de la base de données, afin de créer les tableaux et cartes utilisés pour l'analyse. Les quatre chapitres abordent respectivement :

- 4) l'environnement, la couverture végétale et l'occupation du sol dans les zones de montagne ;
- 5) les tendances démographiques et les usages des zones de montagne et des zones de transition voisines ;
- 6) les indicateurs économiques dans les zones de montagne ;
- 7) les infrastructures et les services dans les zones de montagne.

Le Chapitre 8 présente les politiques en zones de montagne mises en place en Europe, tant au niveau national qu'à des échelles plus vastes, ainsi que des exemples de bonnes pratiques. Le Chapitre 9 résume les conclusions des entretiens et des rapports préparés par les experts nationaux. Les Chapitres 10 et 11 rassemblent les conclusions des chapitres précédents tout en développant les typologies des zones de montagne et présentant le diagnostic sur lequel se fondent les conclusions et les recommandations. Les chapitres de ce rapport sont complétés par une série d'annexes fournissant des informations complémentaires ou présentant les résultats de manière plus détaillée que dans le corps du rapport.